

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 30 avril 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

**Yvan Boulay
Revue de presse-CNC**

La Presse Canadienne, 29 avril 2008 - Surplus fédéral en février 12,9 milliards \$

Le gouvernement fédéral a annoncé lundi qu'il était en voie de dépasser l'excédent budgétaire de 10,2 milliards \$ prévu en février, malgré les réductions d'impôts personnel et corporatif annoncées l'automne dernier.

La plus récente édition de la revue financière permet d'apprendre qu'Ottawa a obtenu 2,9 milliards \$ de plus qu'il a dépensé en février, l'excédent budgétaire estimatif pour les 11 premiers mois de l'exercice 2007-2008 s'établissant maintenant à 12,9 milliards \$.

Ces résultats ne tiennent pas compte des mesures totalisant 2,5 milliards \$ annoncées plus tôt cette année, notamment la Fiducie pour le développement des collectivités. Le coût de ces mesures sera pris en compte en mars et dans la période complémentaire de fin d'exercice.

Néanmoins, si ce coût était déduit de l'excédent cumulatif de 12,9 milliards \$, l'excédent s'établirait à 10,4 milliards \$, soit un peu plus que la somme prévue par le ministre des Finances, Jim Flaherty, dans le budget déposé en février.

L'excédent budgétaire dégagé en février est largement inférieur à celui de 4,7 milliards \$ réalisé au même mois il y a un an, surtout en raison d'une diminution des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de taxe sur les produits et services et de cotisations d'assurance-emploi.

Les revenus budgétaires, par ailleurs, ont baissé de 100 millions \$ en février, soit quelque 0,5 pour cent comparativement à l'an dernier, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 1,7 milliard \$ ou 11 pour cent.

Enfin, les frais de service de la dette publique ont baissé de 100 millions \$ lors du mois de février.

Le Quotidien (Chicoutimi), 29 avril 2008 - Les dirigeants syndicaux de MDF rencontreront l'employeur jeudi : Les employés lèvent le blocus

Les travailleurs en chômage de l'usine MDF de La Baie ont accepté de laisser sortir une quarantaine de fardiers remplis de sciures de bois pour alimenter l'usine de Sayabec en Gaspésie qui est en situation de rupture de stock.

La décision a été prise, hier matin, après une conversation entre le maire de Saguenay, Jean Tremblay, le président du Local 1208 du Syndicat des communications de l'énergie et du papier affilié à la FTQ, Dany Fillion et le président d'Uniboard Canada, James N. Hogg. La direction d'Uniboard Canada n'a évidemment pas apprécié de se faire bloquer l'accès à des résidus de bois alors que son usine de Sayabec est sur le point de cesser sa production.

Le maire Jean Tremblay, qui s'est rendu à La Baie pour rencontrer les travailleurs dans le cadre d'une manifestation officielle, comprend le comportement des syndiqués et surtout leur inquiétude. Ces derniers ont été mis à pied il y a maintenant trois mois et craignent que l'entreprise procède à une fermeture "par section" alors que plusieurs cadres ont choisi de quitter.

"J'ai discuté avec M. Hogg et il n'était pas content de la situation. Je lui ai demandé si l'entreprise voulait fermer l'usine ou non. Je lui ai mentionné que si leur intention est de fermer de le dire immédiatement pour que les travailleurs cessent de vivre dans l'incertitude. Ce n'est pas une vie de ne jamais savoir ce qui nous attend", a déclaré le maire lors d'un point de presse devant l'usine.

Intention

Toujours selon les informations communiquées par Jean Tremblay, Uniboard Canada n'aurait pas l'intention de fermer l'usine de La Baie. Il s'agit d'une usine performante où les travailleurs offrent un rendement adéquat. La situation d'Uniboard Canada serait toutefois difficile en ce moment. La valeur du dollar canadien, la situation du marché américain et l'explosion des prix de la ressource naturelle sont toujours les éléments soulevés par Uniboard Canada pour motiver la fermeture de La Baie.

Cette conférence téléphonique a permis d'obtenir que le président d'Uniboard Canada rencontre le syndicat, les travailleurs et le maire de Saguenay jeudi. Ce dernier profitera de ces événements pour renouer le dialogue avec les syndiqués puisque le maire n'a pas manqué de lui rappeler que les travailleurs étaient mécontents de la façon dont les communications se déroulaient avec l'entreprise.

Quant au blocus mis en place depuis vendredi dernier pour empêcher le transport de matière ligneuse entreposée dans la cour arrière de MDF, Jean Tremblay a donné son appui aux syndiqués : "On ne peut pas leur reprocher. C'est le seul choix qu'ils ont."

Confiance

Le président du syndicat, Dany Fillion, a demandé aux travailleurs de lever le blocus. Pendant la fin de semaine, deux ou trois camions ont été chargés et l'engagement du

président d'Uniboard de rencontrer les dirigeants syndicaux et les travailleurs a été suffisant pour amener le syndicat à donner son accord pour le transport de 40 voyages de résidus de bois.

"Pour nous, il est essentiel de discuter et de rétablir la confiance. Nous en avons assez du fonctionnement avec des menaces de poursuite comme ce fut le cas la semaine dernière. Le directeur des ressources humaines a menacé de nous poursuivre pour la perte de production de l'usine de Sayabec. C'est certain que nous allons parler de ce climat au président avec qui nous avons toujours eu des relations correctes", a affirmé Dany Fillion.

Les travailleurs n'acceptent pas que l'usine de La Baie, la plus performante du réseau Uniboard, soit toujours sou le coup d'un arrêt de production indéterminé alors que celles de Sayabec et Mont-Laurier tournent à plein régime.

"L'entreprise détourne vers Mont-Laurier la ressource ligneuse qui est habituellement transformée à La Baie. On a aussi détourné à Mont-Laurier les commandes que nous avons. Ça nous amène à nous poser des questions", a insisté Dany Fillion.

Les travailleurs ont droit à l'assurance-emploi pour encore quelques mois. Certains ont simplement choisi d'aller travailler à l'extérieur.

En ce qui concerne la crise de l'approvisionnement, l'un des éléments importants de la situation de MDF La Baie, il suffit de préciser qu'à l'ouverture de l'usine, les résidus de bois se vendaient 20 \$ la tonne métrique. Aujourd'hui, MDF doit déboursier 70\$ la tonne métrique pour acheter les résidus des scieries.

Statistique Canada, 29 avril 2008 - Assurance-emploi : Février 2008

On estime à 451 040 le nombre de Canadiens qui ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi en février, en baisse de 4 800 personnes par rapport à janvier (données désaisonnalisées). Le nombre de personnes recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué dans huit provinces, la Saskatchewan (-7,1 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (-2,3 %) ayant connu les plus importants reculs. Les prestations ordinaires versées en février ont totalisé 692,9 millions de dollars.

Comparativement à février 2007, le nombre de Canadiens qui ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 7,5 %. À l'échelle provinciale, les plus importantes baisses en pourcentage d'une année à l'autre ont été observées en Saskatchewan (-20,2 %) et au Québec (-10,2 %).

Au cours de la dernière année, le nombre de personnes recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de plus de 20 % dans trois régions métropolitaines de recensement (RMR), soit à Saskatoon (-37,4 %), à Regina (-23,9 %) et à Kingston (-23,2 %). Le nombre de personnes recevant des prestations ordinaires a augmenté dans quelques RMR, dont Oshawa (+11,3 %) et Abbotsford (+6,8 %).

Le nombre de canadiens recevant des prestations ordinaires a décliné à la fois pour les hommes (-5,5 %) et pour les femmes (-6,4 %) comparativement à février 2007.

France-Info, 28 avril 2008 - En France, La Confédération Générale du Travail (CGT) chômeurs lance une campagne pour les droits des chômeurs et précaires

La CGT des chômeurs et précaires lance, à partir du 1er mai, une campagne pour la défense des "10 droits fondamentaux des privés d'emplois", pour "organiser les plus démunis" afin qu'ils trouvent un "écho à leur ras-le-bol", ont annoncé lundi des responsables du mouvement syndical.

Cette campagne, basée sur la distribution de tracts et des rencontres avec les chômeurs, vise à "créer une dynamique" pour "nous ressaisir de nos droits", a expliqué Jean-François Kiefer, secrétaire général de la CGT Chômeurs, lors d'un point-presse. Selon lui, "on sent un ras-le-bol" des plus démunis. La CGT, qui appelle les chômeurs à manifester le 1er mai, prévoit notamment des rencontres avec des chômeurs en Ile-de-France (mardi et mercredi), mais aussi dans d'autres villes, comme au Havre et à Toulouse, notamment devant des ANPE, des Assedics ou des Caisses d'allocations familiales. Un rendez-vous est également organisé avec les chômeurs le 6 mai à 17H00, à la Bourse du travail (Xe) à Paris, jour de la conférence tripartite gouvernement-Etat-syndicats sur l'évolution de l'assurance-chômage. "On a l'impression que le gouvernement a décidé de déclarer la guerre aux privés d'emplois. On n'accepte plus d'être stigmatisés, d'être traités de fainéants et qu'on nous fasse porter la responsabilité de la crise actuelle", a expliqué M. Kiefer. Il a insisté sur le "droit à un travail décent, rémunéré correctement", et le droit à la santé, "écorné tous les jours" selon lui, en raison notamment des franchises médicales. Le syndicaliste a également évoqué le droit à la formation, "souvent peu qualifiante et peu rémunérée pour les demandeurs d'emploi", ou encore le droit aux vacances et aux loisirs, affirmant que "la moitié des Français ne partent pas en vacances, dont un grand nombre de précaires et de salariés pauvres". Parmi les autres droits, le syndicat défend aussi un droit au logement, au transport, à la dignité, à la famille, à la culture, et à des moyens décents pour vivre.

Radio-Canada, 28 avril 2008 -Crustacés Baie-Trinité : Le malheur des uns...

Crustacés Baie-Trinité recrute plus aisément des employés à cause de la disponibilité de la main-d'oeuvre forestière. En congé forcé, plusieurs travailleurs de la forêt n'ont d'autres choix que de se dénicher un emploi dans d'autres secteurs d'activités.

L'usine de transformation du crabe de Baie-Trinité a dû embaucher des travailleurs en provenance de la Gaspésie et de Terre-Neuve au cours des dernières années.

Crustacés Baie-Trinité, qui emploie jusqu'à 120 personnes en haute saison, économisera jusqu'à 30 000 \$ en frais de recrutement, évalue le gérant de production, Rémy Roussy. « L'an passé quand les scieries allaient bien, j'ai cherché tout l'hiver pour trouver des travailleurs. [...] Pour attirer les travailleurs qu'on n'avait pas, il a fallu offrir la pension et offrir quelques services », explique M. Roussy.

Jean-Michel François et Michaël Tremblay travaillaient à la scierie d'Almassa, à Baie-Trinité. Sans travail depuis plus d'un an, ils voient leur passage dans l'usine de transformation comme un moindre mal. « Côté salaire, en venant ici, je perds 8 \$ l'heure. On n'a pas le choix si on ne veut pas manquer de chômage. Il me restait une semaine,

c'était le temps que je commence à travailler », raconte un des nouveaux employés de Crustacés Baie-Trinité.

Les semaines de travail à Crustacés Baie-Trinité permettront aux travailleurs forestiers de recevoir des prestations d'assurance-emploi pendant sept mois. Le temps, espèrent les nouveaux venus, que l'industrie retrouve son élan.

La Presse Canadienne, 28 avril 2008 - GM élimine 3500 emplois

General Motors prévoit de supprimer un quart de travail dans quatre usines nord-américaines, dont une en Ontario, qui fabriquent des camionnettes de type "pickup" et des gros véhicules utilitaires sport, une décision qui éliminera environ 3500 emplois.

Le plus grand constructeur automobile au monde a expliqué que ces réductions étaient nécessaires en raison de la stagnation des ventes résultant de la hausse des prix de l'essence et du ralentissement économique.

Les compressions affecteront les usines qui construisent des camionnettes à Pontiac et à Flint, au Michigan, ainsi que celle d'Oshawa en Ontario. L'usine de gros véhicules utilitaires sport (VUS) de Janesville, au Wisconsin, est la quatrième installation touchée par les coupes.

Selon GM, les compressions se traduiront par une diminution de 88 000 camionnettes et de 50 000 VUS sur l'ensemble de la production de l'année calendaire.

Le porte-parole de GM, Dan Flores, a indiqué que le nombre précis de mises à pied fera l'objet de discussions avec les syndicats.

Les employés auront droit à des prestations d'assurance-emploi et à un paiement résiduel qui totaliseront 80 pour cent de leur salaire brut pour une semaine normale de 40 heures.

Depuis environ trois ans, le marché américain de l'automobile s'est éloigné des camionnettes et des VUS à la faveur des automobile et des véhicules hybrides, mais cette tendance s'est accélérée ces récents mois avec la hausse des prix de l'essence.

**Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
354, avenue des Pins Ouest
Montréal, Québec, H2W 1S1**

Téléphone : (514) 933-3764

Télécopieur : (514) 933-4074

Courriel : cnc@lecnc.com

Site : <http://www.lecnc.com>

Archives : <http://www.lecnc.com/revuedepresse.cnc.html>